

L'éducation citoyenne, pour des citoyens éclairés

Gabriel Danis
Conseiller CSQ

Depuis une dizaine d'années, la diminution de la participation électorale est un problème que connaissent bon nombre de démocraties à travers le monde. Ce problème est particulièrement aigu au Canada, qui se classe parmi les derniers États au chapitre de la participation électorale.

Les dernières élections québécoises, avec un taux de participation de 70 % des électeurs inscrits, témoignent aussi de cette tendance. Plus d'un million et demi de citoyens qui avaient le droit de vote ne s'en sont pas prévalu. Il faut remonter aux élections québécoises de 1927 pour retrouver un niveau de participation aussi bas.

Ces chiffres soulèvent plusieurs questions. Comment les citoyens en sont-ils venus à se désintéresser de la chose publique au point où les taux de participation électorale sont en constante diminution ? Plus important encore, comment faire pour renverser cette tendance lourde ?

Henry Milner, président de la Société québécoise de science politique, s'intéresse depuis plusieurs années à cette question et suggère des pistes d'action pour améliorer non seulement la participation électorale, mais aussi l'intérêt pour la politique et les affaires publiques d'un plus grand nombre de nos concitoyens.

Tout d'abord, M. Milner note le fait que très peu d'observateurs soulignent l'affaiblissement des connaissances politiques des citoyens comme étant une cause de la diminution de la participation aux élections. La logique de ce bilan crève pourtant les yeux : comment peut-on s'attendre à ce que des gens, qui ne suivent pas l'actualité politique et qui ne possèdent pas les clés leur

permettant de comprendre les enjeux, aillent voter ?

Pour M. Milner, il ne fait aucun doute que la relation entre les compétences civiques et la participation électorale est forte. La diminution du taux de participation électorale au pays s'expliquerait donc, en partie du moins, par la faiblesse des compétences civiques des citoyens. Ce constat est inquiétant puisque moins les citoyens s'intéressent aux affaires publiques, plus l'État s'affaiblit au profit des autres pouvoirs au sein de la société.

À partir de cet état de fait, M. Milner fournit des pistes pour tenter de s'attaquer au problème. Ainsi, la réforme du mode de scrutin, avec l'adoption d'un système proportionnel, pourrait encourager une plus grande participation des électeurs dont les options politiques sont mal représentées par

Le Canada se classe parmi les derniers États au chapitre de la participation électorale.

le système actuel. Cependant, agir seulement dans le sens d'une réforme des institutions ne règle pas le fond du problème.

Une stratégie gagnante se doit de passer par l'éducation, et ce, à deux niveaux : l'éducation civique des adultes et celle des jeunes étudiants.

Ainsi, plutôt que de mettre au point une formation axée uniquement sur les exigences du marché du travail, les nouvelles initiatives en éducation des adultes devraient développer les assises de la compétence civique : la lecture des journaux et des livres, la distribution à coût minime de l'information politique aux moins « politiquement alphabétisés ».



Lors du Forum sur le défi du militantisme, les jeunes ont demandé l'instauration d'un cours d'éducation à la citoyenneté au collégial.

Pour l'éducation civique des jeunes, Henry Milner propose l'instauration d'un cours obligatoire d'éducation civique pour tous les étudiants du collégial. Cette proposition a d'ailleurs été reprise par le comité organisateur du Forum sur la relève syndicale et militante et diffusée dans leur déclaration commune. La plupart des étudiants de cégep sont à l'aube de prendre leurs responsabilités comme citoyens et doivent être en mesure de comprendre les enjeux politiques sur lesquels ils devront bientôt avoir à se prononcer.

Enfin, les conséquences d'un faible niveau de compétence civique ne sont pas négligeables. « Dans les sociétés à faible culture politique comme les États-Unis, les groupes économiquement défavorisés ont du mal à défendre leurs intérêts puisque leur maigre formation civique les exclut souvent de la vie publique. À l'inverse, dans les pays à forte culture politique, comme ceux de la Scandinavie, on a tendance à adopter des politiques qui tiennent compte des intérêts de tous les secteurs de la société parce que tous sont incités à s'engager dans la vie publique », conclut M. Milner.